



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Fonctionnement

Question écrite n° 7211

Texte de la question

M Jean Seitlinger attire l'attention de M le ministre de l'intérieur sur les préoccupations exprimées par de nombreux maires de communes rurales à l'égard de la mise en œuvre, à compter de l'année scolaire 1988-1989, du dispositif relatif à la répartition intercommunale des charges des écoles publiques instituée par l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983. Les élus estiment que ces mesures lésent tout particulièrement les intérêts des communes rurales dont les difficultés financières grandissantes risquent d'être aggravées à cette occasion. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui préciser si le Gouvernement envisage de surseoir à l'application de ces dispositions en l'attente de la mise en œuvre de solutions satisfaisantes visant, d'une part, à ne pas porter atteinte à la liberté des familles de décider de la scolarité de leurs enfants dans l'école de leur choix et, d'autre part, à ne pas aggraver les difficultés financières des petites communes et des communes rurales.

Texte de la réponse

Reponse. - L'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée a fixé les règles de répartition entre les communes des dépenses de fonctionnement des écoles maternelles, des classes enfantines et des écoles élémentaires publiques accueillant des enfants de plusieurs communes. L'article 23 de la loi du 22 juillet 1983 se devait de concilier l'intérêt des maires, la nécessité d'offrir aux enfants des équipements pédagogiques de qualité, et enfin de prendre en compte les difficultés de vie quotidienne de parents qui peuvent trouver avantage à scolariser leurs enfants dans une autre commune que leur commune de résidence. C'est la difficile conciliation de ces intérêts parfois contradictoires qui explique d'une part que l'application de ce dispositif ait été reportée à deux reprises, et d'autre part que, pour la présente année scolaire, ne soit en vigueur qu'un dispositif transitoire. Dans une circulaire conjointe du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et du secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territoriales, en date du 17 août 1988, il a été rappelé que le principe de la loi est le libre accord entre les communes d'accueil et les communes de résidence sur les modalités de répartition des charges liées à la scolarisation d'enfants dans la commune d'accueil. Ce n'est que si cet accord n'est pas réalisé que la répartition devra s'effectuer, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 23. La participation de la commune de résidence est limitée, pour 1988-1989, à 20 p 100 de ce qu'elle serait si l'article 23 était complètement appliqué. Les craintes qu'ont pu exprimer certains maires, notamment de communes rurales, que l'application de ces dispositions conduise à un accroissement de leurs charges, se sont avérées dans la quasi-unanimité des cas largement infondées, les principes d'accord entre les communes et de liberté de fixation des modalités de répartition des charges ayant permis d'éviter un tel inconvénient. Ainsi, à l'occasion de la dernière rentrée scolaire, une enquête a été menée auprès des préfets afin de pouvoir apprécier les conditions de l'entrée en vigueur progressive du dispositif. Au vu des réponses recues, le mécanisme de répartition intercommunale des charges des écoles publiques ne semble pas être remis en cause. De plus, d'après les informations communiquées, une large majorité de communes d'accueil a décidé soit de ne pas exiger de participation de la commune de résidence, soit de s'entendre librement avec elle sur le montant de sa participation conformément à l'esprit du texte législatif.

Données clés

Auteur : [M. Seitlinger Jean](#)

Circonscription : - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 7211

Rubrique : Enseignement maternel et primaire

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 décembre 1988, page 3726